

Faits marquants de l'ANUE-5.2: Mercredi 2 mars 2022

Ce mercredi 2 mars 2022, la session de reprise de la 5^e réunion de l'Assemblée des Nations Unies sur l'environnement (ANUE-5.2) est entrée dans sa dernière journée de discussions. Les délégués se sont réunis lors d'un segment de haut niveau pour entendre les interventions des dignitaires et ministres au cours d'un Dialogue des dirigeants focalisé sur le changement requis dans le contexte des comportements individuels, de la conception des politiques et des incitations financières.

Dans l'après-midi, l'Assemblée s'est réunie en séance plénière de clôture et y a adopté 13 résolutions et une décision, ainsi que la déclaration ministérielle de l'ANUE-5.2. L'adoption de la résolution sur la pollution plastique a été particulièrement saluée. Les délégués ont par ailleurs approuvé la déclaration politique de la Session spéciale de l'ANUE pour commémorer le 50^e anniversaire de la création du PNUE (UNEP@50).

Segment de haut niveau

Ouverture : Le Segment de haut-niveau (SHN) avait pour thème « Renforcer l'action en faveur de la nature pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) ». Le Président de l'ANUE-5.2 Espen Barth Eide (Norvège) a ouvert la réunion en déclarant « celle-ci est une journée pour les livres d'histoire » et a félicité des délégués d'avoir donné à l'ANUE les outils pour reformuler notre relation à la nature, avec un traité solide sur les plastiques et un panel science-politique sur les produits chimiques, les déchets et la pollution, entre autres victoires.

Amina Mohammed, Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, a évoqué le fossé qui se creuse en permanence entre le monde développé et le monde en développement. Elle a fait remarquer que « notre santé, nos économies et notre avenir dépendent de notre capacité à rendre notre avenir durable », et a félicité les délégués à l'ANUE pour leurs efforts dans ce sens.

Inger Andersen, Directrice exécutive du PNUE, a mis en exergue « l'excellent travail accompli par les négociateurs », qui ont approuvé de nombreuses résolutions et catalysé des actions visant à résoudre la triple crise planétaire. Elle a souligné l'accord sur la résolution relative à la pollution plastique, qui constitue

le premier pas vers un accord mondial sur les plastiques. Elle a souligné aussi que « les résolutions vont faire bouger le curseur si elles parviennent à créer un réel impact au niveau mondial », et a appelé à impulser la mise en œuvre et le soutien au niveau politique le plus élevé.

Felix Moloua, Premier ministre de la République centrafricaine, au nom de Faustin-Archange Touadéra, Président du pays, a évoqué les actions et initiatives déployées au niveau national pour soutenir la transition vers un avenir durable. Il a souligné que les défis environnementaux et socio-politiques mettent en péril la résilience des communautés, et martelé que des mesures urgentes, ambitieuses et synergétiques sont requises pour faire face à ces menaces.

Keriako Tobiko, Secrétaire de cabinet du Ministère de l'environnement et des forêts du Kenya, s'exprimant au nom de Uhuru Kenyatta, Président du Kenya, a souligné que la science est très claire concernant la pression anthropique sur la planète, en affirmant que « nous avons franchi les limites de notre planète en menaçant la stabilité des écosystèmes mondiaux ». Il s'est félicité des projets de résolutions approuvés en plaidant pour des « approches saines et pluralistes » et des actions stratégiques afin d'affronter les défis qui menacent l'existence même de l'humanité.

Dialogue des dirigeants : La journaliste kenyane Victoria Rubadiri a modéré cette session qui était centrée sur le changement dans le contexte des comportements individuels, de la conception des politiques et des incitations financières.

Amina J. Mohammed a planté le décor en soulignant que les ressources naturelles sont essentielles pour rebâtir en mieux. Elle a signalé que la pandémie a montré le lien complexe entre la santé humaine et la nature, en indiquant que les pratiques rationnelles de conservation peuvent limiter l'impact des maladies émergentes. Elle a par ailleurs souligné : que la réduction de la déforestation et de la destruction des écosystèmes est le plus grand chantier d'atténuation des changements climatiques ; et qu'il est nécessaire d'agir de toute urgence pour transformer les systèmes agricoles et alimentaires, qui sont les principaux moteurs d'appauvrissement de la biodiversité.

Guy Loando Mboyo, Ministre de la planification territoriale de la République démocratique du Congo, a mis en lumière les

efforts nationaux visant à réconcilier le bien-être humain avec la conservation environnementale. Il a évoqué une initiative nationale d'évaluation de ressources naturelles, y compris les sols, en soulignant l'importance de la gestion spatiale pour renforcer la connaissance de la base de ressources naturelles.

Dans une réflexion au sujet des 50 ans du PNUE, Elizabeth Wathuti, Activiste de la Jeunesse et Fondatrice de l'Initiative Génération Verte au Kenya, a cherché à savoir pourquoi, malgré toute l'information disponible, des mesures urgentes n'ont à ce jour pas été prises. Elle a affirmé qu'un mouvement grandissant de jeunes est en train de prendre la tête de la mobilisation et de demander des comptes à ces dirigeants. Wathuti a appelé à : changer les mentalités concernant la façon de traiter la nature ; l'action collective ; et un changement politique drastique, en éliminant notamment les subventions qui aboutissent à des destructions du milieu naturel.

Répondant à la question de comment combler le fossé du financement mondial en matière de biodiversité, Achim Steiner, Administrateur du Programme des Nations Unies sur le développement (PNUD), a signalé que « des centaines de milliards de dollars sont dépensés dans le cadre de financements néfastes », et a mis en exergue les subventions nature-négatives du secteur agricole, qui appauvrissent la base de ressources naturelles. Il a plaidé pour quitter les visions polarisées concernant la privatisation de la nature et a mis en avant l'Équipe spéciale de divulgation des financements relatifs à la nature, dont la mission est centrée sur la transparence et la responsabilisation des marchés financiers.

Marianna Muntianu, Activiste de la Jeunesse, Fondatrice et Présidente du Fonds russe pour le climat, a mis en exergue les efforts menés par son organisation en matière de reboisement. Elle a signalé que les jeunes générations font ce qu'elles peuvent et se servent de toutes les compétences dont elles disposent pour protéger la nature.

Plénière de clôture

Présentation des rapports du SHN : Pendant la plénière de clôture, les délégués ont reçu les rapports des dialogues des dirigeants.

Accréditations : Le Président Eide a rapporté que 122 États avaient présenté leurs accréditations, et que 41 n'avaient pas communiqué les informations nécessaires concernant leurs représentants à l'Assemblée. L'Assemblée a adopté le rapport sans commentaires.

Adoption de la Déclaration ministérielle : Le Président Eide a présenté le projet de Déclaration ministérielle (UNEP/EA.5/24) intitulé « Renforcer l'action en faveur de la nature pour atteindre les ODD ». Après avoir expliqué deux modifications, concernant les références aux documents finaux de la vingt-sixième réunion de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP 26 CCNUCC) et au Pacte climatique de Glasgow, à la quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CdP 15 CDB) qui aura lieu prochainement, et appelant à adopter

un Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 (CMB) pourvu d'un niveau élevé d'ambition, l'Assemblée a adopté la Déclaration sans commentaires.

Rapport de la Présidence du Comité d'ensemble : La Présidente du Comité d'ensemble (CE) Andrea Meza Murillo (Costa Rica), a présenté le rapport (UNEP/EA.5/CW/L.1) en indiquant qu'au cours de quatre sessions plénières et de multiples réunions en groupes de contact, sur deux journées complètes, le CE a examiné 12 projets de résolution, un projet de décision et un projet de déclaration ministérielle. Elle a indiqué en outre que le CE a présenté à l'ANUE-5.2 10 projets de résolutions, la décision sur la date et le lieu de l'ANUE-6 et la déclaration ministérielle, en vue de leur adoption. Elle a félicité les délégués pour leurs efforts audacieux et ambitieux sur l'achèvement des résolutions, et a souligné le besoin de promouvoir le multilatéralisme pour faire face aux menaces grandissantes qui pèsent sur le monde. L'Assemblée a pris note du rapport.

Adoption des résolutions, des décisions et du document final de la session : Le Président Eide a présenté les projets de résolutions transmises par l'OECPR pour adoption. Les délégués ont adopté, sans autres commentaires, les résolutions suivantes : le lien entre bien-être animal, environnement et développement durable (UNEP/EA.5/L.10/Rev.1); la gestion durable de l'azote (UNEP/EA.5/L.12/Rev.1); et les perspectives des rapports sur l'Avenir de l'environnement mondial (GEO) (UNEP/EA.5/L.20/Rev.1).

La SERBIE, en sa qualité de Co-Présidente du Groupe de contact 1, a indiqué qu'au cours des négociations nocturnes, un consensus a été atteint sur le projet de résolution relatif à la gestion durable des lacs.

Le Président Eide a présenté les projets de résolutions transmises par le CE pour adoption. Les délégués ont adopté les résolutions suivantes, sans autres commentaires : la gestion durable des lacs (UNEP/EA.5/L.8); les solutions axées sur la nature au service du développement durable (UNEP/EA.5/L.9); le lien entre biodiversité et santé (UNEP/EA.5/L.11); la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets (UNEP/EA.5/L.13); le panel science-politique chargé de contribuer à la gestion durable des produits chimiques et des déchets, et à la prévention de la pollution (UNEP/EA.5/L.14); les infrastructures durables et résilientes (UNEP/EA.5/L.15); le renforcement de l'économie circulaire (UNEP/EA.5/L.17); les aspects environnementaux de la gestion des minerais et des métaux (UNEP/EA.5/L.18); le respect du principe de répartition géographique équitable (UNEP/EA.5/L.19); et une résolution intitulée « Mettre un terme à la pollution plastique : sur la voie d'un instrument international juridiquement contraignant » (UNEP/EA.5/L.23/Rev.1).

Le PÉROU a exprimé son immense satisfaction vis-à-vis de l'adoption de la résolution sur la pollution plastique, en soulignant qu'il s'agit d'un premier pas dans un long processus avec pour but de mettre un terme à la pollution plastique. Le RWANDA a salué l'esprit de coopération dont a fait preuve l'ANUE-5.2 et a mis en avant le travail de la Coalition pour un niveau d'ambition élevé en

faveur de la nature et des peuples afin d'agir sur la cause première de la pollution au plastique.

Le CHILI, co-parrain de la résolution d'origine, a évoqué les politiques de lutte contre les plastiques le long de la côte Pacifique. La COLOMBIE a salué la participation des jeunes, des recycleurs et des autres parties prenantes dans la résolution sur les plastiques.

Le JAPON a estimé que l'unité doit guider les efforts des négociations à venir pour enrayer la pollution au plastique. L'ÉQUATEUR a offert d'accueillir la première réunion du Comité de négociation intergouvernemental (CNI) et le SÉNÉGAL a offert d'accueillir la première réunion préparatoire du CNI à Dakar. La THAÏLANDE a qualifié la résolution sur les plastiques de chemin tracé vers l'économie circulaire et vers une relance post-pandémique plus inclusive. Les ÉTATS-UNIS ont dit que la résolution sur les plastiques marque le début de la fin pour le fléau mondial que représentent les plastiques.

Le VENEZUELA a évoqué des réserves sur les références à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. MONACO a souligné que le moment était historique, à l'aube d'un processus juridique, scientifique et économique au niveau international pour changer et restaurer l'espoir. L'URUGUAY a salué une « réussite historique pour mettre fin à la pollution plastique ». Accueillant chaleureusement les résolutions adoptées, notamment pour mettre un terme à la pollution plastique, CUBA a appelé à garantir un accès sans discrimination aux technologies, notamment pour les petits États insulaires vulnérables.

La BOLIVIE a dit que les résolutions sont adoptées pour notre mère la Terre et a partagé un sentiment de satisfaction vis-à-vis de la reconnaissance des dommages causés par l'industrie avec la production de plastiques. La SUISSE a noté que « le travail commence immédiatement pour établir un documents ambitieux et robuste sur les plastiques ». Le délégué a annoncé un soutien financier de la Suisse à hauteur de 300 000 CHF pour le processus du CNI ; de 700 000 CHF pour le processus sur la gouvernance des ressources minières ; et de 750 000 CHF pour le panel science-politique.

Le CANADA a exprimé sa gratitude pour tout le travail au service d'un accord ambitieux pour en finir avec la pollution plastique. « Après la noce vient le mariage » a réagi le GHANA, en soulignant que le travail ne fait que commencer pour enrayer le fléau de la pollution au plastique en négociant un traité solide.

Le BRÉSIL a estimé qu'un pan d'histoire a été écrit en démontrant qu'une réponse multilatérale à la pollution plastique est possible, et a décrit l'ANUE-5.2 comme la plus ambitieuse assemblée environnementale à ce jour, en soulignant la contribution de Nairobi au développement durable.

La NORVÈGE a dit que l'ANUE a « véritablement marqué l'histoire » en s'attaquant à un défi qu'aucun pays ne peut relever seul. Le délégué s'est dit satisfait et a indiqué que la Norvège est plus que prête à se lancer dans les travaux du CNI, et très heureuse de co-présider la Coalition pour un niveau d'ambition élevé avec le Rwanda.

L'UE s'est fait l'écho des déclarations des autres en estimant l'occasion proprement historique, et a exhorté les États membres à profiter de l'élan et à continuer d'aller de l'avant dans les discussions et négociations à venir. Le PORTUGAL a mis en exergue les travaux préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur les océans qui se déroulera à Lisbonne en juin prochain. La TANZANIE a exprimé son soutien aux travaux à venir pour la mise en place du panel science-politique sur les produits chimiques, les déchets et la pollution, et a réitéré son engagement à participer au Groupe de travail à composition non limitée.

La MAURITANIE a soutenu la proposition du Sénégal d'accueillir la première réunion préparatoire du CNI. L'AUSTRALIE a exprimé un soutien spécial à la résolution sur les plastiques et s'est dite impatiente de collaborer avec les autres pays dans les discussions du CNI.

Déclaration politique pour la session UNEP@50 : Le Président Eide a présenté la déclaration politique (UNEP/EA.5/L.26), et l'Assemblée l'a approuvée sans commentaires puis l'a transmise à la session spéciale pour adoption à sa première réunion, qui se déroulera jeudi 3 mars 2022.

Implications des parties prenantes : S'exprimant au nom des GRANDS GROUPES ET AUTRES PARTIES PRENANTES, Ayman Cherkaoui, de la Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement, a apprécié le travail des États en déplorant toutefois que la déclaration ministérielle ne fasse aucune référence au droit humain à un environnement propre et sain. Il a salué la résolution qui met en place un IJC sur la pollution plastique et s'est dit impatient d'assister à un processus inclusif et participatif dans le cadre des travaux préparatoires dudit accord et du CNI. Il a salué le travail sur les produits chimiques, tout en regrettant qu'aucune action mondiale n'ait été décidée sur les pesticides qui menacent la santé des agriculteurs, et s'est dit déçu que les pays ne se soient pas engagés à réduire de moitié les déchets d'azote d'ici 2030. Soulignant les nombreuses résolutions révolutionnaires adoptées par l'Assemblée, il a affirmé que le vrai travail commence maintenant, avec leur mise en œuvre et leur mise en application au niveau national, et a martelé que les pays doivent franchir le pas entre les mots et les actes. Il a espéré que le processus en vue de l'ANUE-6 sera ouvert, transparent et participatif.

Élection du Bureau : Les délégués ont élu par acclamation Leyla Benali, Ministre marocaine de l'énergie, de la transition et du développement durable, à la Présidence de l'ANUE-6. Ils ont ensuite élu 6 Vice-Présidents pour l'ANUE : Abdou Karim Sall, Ministre de l'environnement et du développement durable du Sénégal ; Jafar Barmaki, Ambassadeur d'Iran; Malik Amin Aslam, Ministre de l'environnement du Pakistan; Ján Budaj, Ministre de l'environnement de Slovaquie; Joaquim Leite, Ministre de l'environnement du Brésil ; Carlos Eduardo Correa, Ministre de l'environnement et du développement durable de la Colombie ; Zac Goldsmith, Ministre au Pacifique et à l'environnement, Royaume-Uni; et João Pedro Matos Fernandes, Ministre de l'environnement et de la transition énergétique du Portugal.

Oleksandr Krasnolutsky, Ukraine, a été élu par acclamation Rapporteur de l'ANUE-6 rapporteur.

La Présidente élu de l'ANUE Benali a félicité le Président de l'ANUE-5 Eide pour son leadership et son travail d'accueil, en indiquant que la présente réunion a établi les bonnes attentes pour l'ANUE-6. Elle a souligné le besoin de traduire les résolutions en actions concrètes et estimé que la coopération multinationale et la solidarité internationale « doivent devenir les moteurs de la construction du monde que nous voulons laisser à nos enfants ».

Ordre du jour provisoire et dates de l'ANUE-6 : Le Président Eide a présenté le projet de décision sur l'ordre du jour provisoire, la date et le lieu de l'ANUE-6 (UNEP/EA.5/L.21). Les délégués l'ont adopté sans autre commentaire.

Adoption du rapport de la réunion : La Rapporteuse Barbara Creecy (Afrique du Sud) a présenté le projet de rapport de l'ANUE-5 (UNEP/EA.5/L.25), en signalant que le rapport sera achevé après l'inclusion du compte-rendu des déclarations nationales. Après examen par les États membres et suite à la clôture de la session, le rapport final sera publié dans toutes les langues officielles. Les délégués ont adopté le rapport sous réserve des révisions annoncées.

Clôture de la réunion : L'UE a considéré l'ANUE-5 comme une réussite historique, en reconnaissant le travail de toutes les personnes impliquées dans les négociations qui ont abouti à des résultats concrets pour faire face à la triple crise planétaire. La déléguée a mis en exergue les nombreuses résolutions et évoqué l'invasion de l'Ukraine, en appelant à renforcer le multilatéralisme et la diplomatie pour affronter ces défis.

Le MEXIQUE s'est réjoui d'un résultat historique qui « véhicule notre volonté commune d'affronter les crises environnementales et autres dans une optique de coopération internationale et dans le sens de la justice, du développement durable et du bien-être des personnes et de la planète ».

L'UKRAINE a considéré l'ANUE-5.2 comme un succès et s'est dite prête à lutter pour l'environnement « comme nous nous battons aujourd'hui pour notre avenir ». Le délégué a condamné l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en soulignant que « quand ces terroristes internationaux s'en iront, nous rebâtirons notre pays », et a appelé la communauté internationale à épauler l'Ukraine.

La FÉDÉRATION DE RUSSIE, exerçant son droit de réponse, a souligné qu'au cours des huit dernières années « la guerre a fait rage dans l'Est de l'Ukraine, avec 12 000 morts tués par des soldats ukrainiens et des unités néo-nazies ». Le délégué a souligné en outre qu'au fil des années, la Fédération de Russie a cherché des solutions pacifiques et diplomatiques tandis que la communauté internationale restait muette, et a affirmé que son pays tente en fait de stopper une guerre.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO a fait observer que « sans paix, il est impossible de protéger l'environnement » et noté qu'il faut garder en tête les besoins spécifiques de chaque pays lorsqu'on donnera priorité à l'économie circulaire.

Le KENYA a évoqué les « larmes de joie, les célébrations, les larmes d'espoir, non seulement sur les plastiques mais sur toutes les résolutions approuvées à cette session ». Le délégué a ajouté que « nos enfants peuvent se réjouir car nous leur avons donné espoir et leur avons signifié que leur sort nous importe et que nous avons le courage et la détermination de mettre nos querelles de côté ». Il a félicité la Présidence de l'ANUE, le Bureau, le Comité des représentants permanents, et rendu hommage à tous ceux qui ont travaillé en coulisses pour faire de cette réunion une telle réussite, en déclarant qu'il « n'y a pas de meilleur cadeau pour le PNUE dans son 50^e anniversaire ».

Inger Andersen, Directrice exécutive du PNUE, a félicité les délégués à l'ANUE-5 en s'écriant « aujourd'hui le monde et nos petits enfants peuvent être fiers de nous, car nous sommes ceux qui avons décidé d'en finir avec le fléau des plastiques une bonne fois pour toutes ! ».

Dans ses propos de clôture, le Président de l'ANUE-5 a déclaré « Nous avons rédigé l'histoire aujourd'hui ! ». Il s'est dit extrêmement fier d'avoir présidé une réunion aussi mémorable et a dit l'immense honneur d'utiliser un marteau fait de plastiques recyclés pour clore la réunion. Il a clos la réunion à 18h28 (EAT).

Dans les couloirs

Le tapis rouge, les grandes pompes et cérémonies, les expressions de gratitude, les tapes dans le dos, les déclarations de félicitations et, enfin, le tintement des coupes, ont donné le signal d'une seule chose : le crépuscule d'une ANUE-5.2 réussie, « une réunion proprement incroyable » a dit un délégué avec émotion. « Je n'entends pas d'objections, il en est donc décidé ainsi », une fois, puis une autre, puis une autre encore. Le Président de l'ANUE, Espen Barth Eide, s'est acquitté de la tâche en actant l'adoption de décisions qui resteront inscrites aux annales de l'Histoire. Un tonnerre d'applaudissements, des vivats bruyants et une ovation debout ont accueilli la résolution visant à en finir avec la pollution plastique. C'est « le début de la fin pour le fléau de la pollution au plastique » a déclaré avec éloquence un délégué. « Ceci est notre Paris ! » s'est écrié un autre délégué, dans un clin d'œil à la prophétie de la Directrice exécutive du PNUE en début de semaine.

Après une suite épuisante de jours et de nuits, le dur labeur, de persuader, de positionner et de marchander, a porté ses fruits et produit un « ensemble historique de résolutions ». « L'esprit de Nairobi a clairement prévalu », s'est réjoui un ministre qui se dirigeait vers la réception de l'ANUE. « Tout ceci vaut vraiment la peine d'être fêté en ce 50^e anniversaire du PNUE » a applaudi un délégué : « le PNUE vient de se positionner comme l'autorité centrale en matière d'environnement pour le prochain demi-siècle ».

Quant à nous, le *Bulletin des négociations de la Terre (ENB)*, nous fêtons aujourd'hui notre 30^e anniversaire et avons eu l'immense honneur d'assister, une fois de plus, à l'écriture d'une page de l'Histoire.